

FIN DES PLAIDOIRIES DANS LE PROCÈS DE L'AFFAIRE SONATRACH 1

Le verdict en point de mire

La fin des plaidoiries des avocats constitués dans l'affaire Sonatrach 1 est attendue au plus tard aujourd'hui. Hier, ils étaient au moins une dizaine à succéder à la barre en plaidant «l'acquittement» de leurs clients. Les avocats de l'ex-patron du groupe algéro-allemand Contel-Funkwerk ont demandé au président du tribunal criminel de «rendre justice à un jeune qui a réussi là où beaucoup de personnes ont échoué».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Au moins deux avocats ayant fait leur carrière dans le domaine de la recherche de la jurisprudence ont plaidé la cause d'Al Ismaïl Mohamed Redha Djafar, l'ex-patron de la société Contel-Funkwerk. Ainsi, après M^e Nacera Ouali, c'est au tour des avocats Khaled Dhina et Faden de prendre la parole.

Ainsi, si le premier avocat a déclaré «être très convaincu que vous allez prononcer l'acquittement de mon client en lui rendant sa liberté», le second avocat, qui a plaidé durant plus de deux heures, a créé l'évènement en déclarant que la «juridiction qui a pris en charge cette affaire, en l'occurrence le Pôle judiciaire spécialisé du centre, est anti-réglementaire».

Ancien membre du Conseil constitutionnel, M^e Faden a entamé sa plaidoirie en portant à l'attention du juge «l'irrégularité de la procédure», arguant que la juridiction qui avait instruit cette affaire «n'a pas d'existence légale» ; «La création de ses structures judiciaires n'a pas fait l'objet d'une publication sur le Journal officiel».

Le même avocat pousse plus loin sa plaidoirie en s'interrogeant quant à la non-application de l'article 6 bis du nouveau code de procédure pénale. Selon lui, «cette disposition s'applique totalement et pleinement sur mon client et sur l'ensemble des personnes poursuivies dans cette affaire».

L'avocat qui a déclaré s'être constitué dans cette affaire «il y a à peine une semaine», s'est interrogé par ailleurs sur «l'absence d'expertise». «Puisqu'il y a eu constitution de la partie civile, je

me demande alors pourquoi on n'a pas procédé à une évaluation du soi-disant préjudice qu'aurait subi la société Sonatrach à travers une expertise». Il dira également que «dans cette affaire, on a déformé son contenu».

Et d'ajouter : «L'opinion publique a une autre idée de cette affaire. Les mis en cause ne sont que des boucs émissaires. L'enjeu est ailleurs, pas ici. Et par voie de conséquence, rendez justice à ces personnes qui ne sont nullement concernées par ce soi-disant scandale Sonatrach.»

Il est midi passé de quinze minutes. M^e Faden usant de ses connaissances dans le domaine

du droit constitutionnel tente de convaincre les membres du tribunal criminel de «la nullité des poursuites judiciaires et les chefs d'inculpation retenus contre les personnes poursuivies dans cette affaire et particulièrement mon client Al Ismaïl».

Dans l'après-midi, quatre autres avocats se sont succédé à la barre, dont M^e Bouchachi Mustapha. Parmi ces derniers, figurent ceux qui ont défendu les intérêts des sociétés morales à savoir Saipem, Contel, le groupe-ment algéro-allemand Contel-Funkwerk.

Dans sa plaidoirie pour le compte du groupe allemand Funkwerk qui a remporté la deuxième partie du marché du système de contrôle et de surveillance électronique des installations de Sonatrach dans le Sud algérien, M^e Allag Kamel a précisé que le groupe avait fait l'objet de tentatives d'«intimidation et de fausses accusations de la part de

la police judiciaire» qui a enquêté sur le dossier. Sur 1 843 contrats douteux liant Sonatrach à d'autres groupes, cités par la même partie, trois seulement ont fait l'objet d'une enquête.

La défense a poursuivi sa plaidoirie en soulignant que le travail de la police judiciaire faisait l'objet d'interrogations et mettait par conséquent en cause la crédibilité de l'action de cette partie, censée veiller à l'application de la loi.

L'absence d'une demande préliminaire pour engager une poursuite contre la société Funkwerk a été également relevée par la défense. Elle a également rappelé que la société Funkwerk avait fait l'objet d'audit et a présenté une offre pour l'obtention du projet du système de télésurveillance, ajoutant que cette dernière n'avait versé aucun pot-de-vin pour remporter le marché.

«La société qui n'était pas liée par des contrats avec Sonatrach était chargée de l'importation

d'équipements pour le compte du groupe Contel-Funkwerk», a-t-elle indiqué. Les avocats Hamdi Ammar, Alleg et Bentoumia ont plaidé l'acquittement en faveur de la société Funkwerk poursuivie pour les chefs d'inculpation liés à l'octroi d'avantages injustifiés pour la conclusion de marchés publics, à la surfacturation et la corruption.

L'avocate a remis en cause les propos de certains témoins qui avaient comparé la hausse des prix du groupe avec celle d'autres compagnies qui avaient souscrit au même projet, présentant pour preuve un document attestant d'un contrat conclu entre le groupe Sonatrach et une compagnie européenne qui avait acheté le système de télésurveillance auprès du groupe allemand Funkwerk en 2011.

Il n'est pas exclu que le verdict de cette affaire soit connu cette fin de semaine.

A. B.

ELLE DÉNONCE LE PROJET DE LA NOUVELLE CONSTITUTION

L'Alliance nationale patriotique sur le terrain

L'Alliance nationale patriotique passe à l'acte en entamant, cette semaine, sa campagne de dénonciation du projet de la nouvelle Constitution pour, selon elle, «avoir fait la part belle à la réconciliation nationale et ignoré sa génitrice, la résistance».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Ce conglomerat mis sur pied en mai dernier et qui regroupe les gardes communaux, les Patriotes, les membres des Groupes de légitime défense et les familles victimes du terrorisme, a déjà organisé deux meetings populaires, le premier, samedi à Bouira, et le second avant-hier lundi à Tizi-Ouzou.

Hier mardi, une réunion d'évaluation de ces deux premiers rassemblements s'est tenue au siège national du MDS, à Alger, avec l'élaboration d'un agenda des prochaines sorties à travers le pays. C'est ainsi qu'il est prévu demain un rassemblement à Boudjima, toujours dans la wilaya de Tizi-Ouzou avant de

prendre part, le 5 février prochain, à la célébration du 40^e jour du décès du leader charismatique du FFS, Hocine Aït-Ahmed. Juste après, deux autres meetings dont les dates n'ont pas encore été arrêtées, sont prévus à Mascara et Relizane.

Et parallèlement à ces sorties sur le terrain auxquelles l'appel est à chaque fois lancé à l'endroit des citoyens et des représentants des partis et autres acteurs associatifs pour y prendre part, l'Alliance nationale patriotique a engagé des rencontres de concertations avec la classe politique en vue de les sensibiliser sur leur exigence d'une «reconnaissance officielle et la constitutionnalisation de la résistance face au terrorisme», et pour dénoncer «le projet de Constitution qui a consacré la réconciliation nationale et, en revanche, n'a dit aucun mot ni sur notre résistance face à la barbarie du terrorisme, ni sur nos sacrifices face au terrorisme, ni sur les 200 000 martyrs et tous ceux qui ont souffert pendant la décennie noire», soutient le porte-parole de l'ANP, selon Aliouet Lahlou.

Pour lui, «la réconciliation est la fille de la résistance des gardes communaux, des Groupes de légitime défense, des victimes du terrorisme et de leurs familles, de l'Armée nationale populaire et des services de sécurité, celle des Tahar Djaout, Matoub Lounès et les autres, l'Algérie a été sauvée de la barbarie du terrorisme et les institutions de l'Etat ont été préservées».

Dans ce cadre, le bureau national de l'Alliance nationale patriotique s'est déjà entretenu avec les directions nationales du RCD, du parti des Avant-Gardes des libertés et du mouvement Islah. Des conclaves à l'issue desquels, avoue le porte-parole de l'ANP, «seul le RCD a eu à exprimer on ne peut plus clairement son soutien franc et sincère à notre cause, comme au beau vieux temps de la résistance contre l'hydre terroriste islamiste».

«Chez le RCD, nous nous sommes sentis comme chez nous, un parti auquel on n'apprend pas la résistance tant il fut le fer de lance», ajoutera notre interlocuteur.

M. K.

CONFÉDÉRATION ALGÉRIENNE DU PATRONAT

Les dissidents montent au créneau

Les dissidents de la Confédération algérienne du patronat (CAP) déplorent qu'ils soient toujours «ignorés» malgré les décisions de justice.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Le mouvement de dissidence au sein de la CAP est intervenu suite à l'«inertie constatée dans la Confédération et la gestion individuelle et à des dépassements financiers», affirme le président de l'aile dissidente de la CAP, Abdenour Sensri, hier à Alger.

«En 2014, nous avons demandé des bilans sur la gestion financière de la Confédération. Une demande qui est restée sans suite», explique-t-il encore avant d'ajouter : «La CAP qui est un espace de concertation et de propositions était gérée par une seule personne. Nous voulons comprendre comment elle était gérée».

Faisant allusion au président de l'autre aile de la CAP, Abdenour

Sensri assure que «même quand il participait aux rencontres de la tripartite, il le faisait seul sans aucune consultation avec les autres membres de la Confédération».

Et de poursuivre : «Il est à la tête de la CAP qu'il a pris en otage depuis 1999 alors qu'il ne dispose d'aucun registre de commerce et n'a aucune activité.»

Selon lui, le conflit à la CAP reste toujours complexe. «Nous demandons à ce que la justice nous soit rendue», dit-il.

Outré, le vice-président de l'aile dissidente de la CAP, El Hachemi Malaoui, a de son côté assuré que la Confédération algérienne du patronat s'est retrouvée avec un vice-président qui n'a rien à voir avec une organisation patronale. «Ce vice-président détient une

association d'ambulanciers et parle au nom des chefs d'entreprise».

Le comble, poursuit-il, «les comptes de la CAP sont bloqués depuis deux années et demie à cause d'un litige interne. Une situation qui pourtant ne les a pas empêchés de continuer à travailler avec echkara (liquidités). Toutes les transactions financières se font alors dans l'informel», dit-il.

Par ailleurs, El Hachemi Malaoui déplore qu'après trois ordonnances de justice, «on continue à nous ignorer». «Ce n'est pas possible ! Que se passe-t-il ?», s'interroge-t-il.

Il estime que s'ils n'étaient pas «légitimes», «la justice aurait au moins exprimé que nous n'avions aucune représentativité». D'ailleurs, précise-t-il, «notre assemblée générale a eu lieu le 20 janvier dernier et le nouveau bureau a été présenté».



Abdenour Sensri, président de la CAP.

Aujourd'hui, souligne-t-il, le statut de la Confédération a été déposé auprès du ministère du Commerce et comporte essentiel-

lement la limitation de la présidence de l'association patronale à deux mandats.

Ry. N.